

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIOS GENERALES N° 433 DU JEUDI 21 MAI 2026 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

HOMMAGE À UNE ÂME RADIEUSE

LE MONDE DE LA PRESSE EN DEUIL SUITE AU DÉCÈS DE MADAME YAYÉ MAMOUDOU SOW DIAKITÉ

P.3



Edito à vue d'Aigle

L'ombre des grands partis dissous

Au moment où nous mettons sous presse, la campagne pour le double scrutin du 31 mai prochain battait son plein aux quatre coins du pays. Un double scrutin qui se fera sans les formations considérées jusqu'ici comme les poids lourds de la scène politique guinéenne. Il s'agit du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir), de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et de l'UFR de Sidya Touré. Ils ont été récemment dissous, avec d'autres partis politiques, par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour, dit-on, non-respect de leurs cahiers des charges. Comme il fallait s'y attendre, cette dissolution a fait couler beaucoup d'encre et de salive aussi bien en Guinée qu'à l'international. Pour certains observateurs de la scène politique, l'absence de ces grands partis dissous se fait vraiment ressentir pendant cette campagne électorale...

Difficultés dans l'exécution P.7
des décisions de justice



Marc Schmitz en visite de travail à Conakry

Insalubrité en saison pluvieuse P.4



L'analyse de l'environnementaliste, Pr Mamadou Saliou DIALLO (Entretien)

Patriotisme en Guinée P.6



Ce qu'en pense Mamadou Oury DIALLO, président du Mouvement des Patriotes Libéraux

Éliminatoires CAN 2027

La Guinée hérite de l'Afrique du Sud dans le groupe D

P.4

P.3

Dr Dansa Kourouma, président sortant du CNT « On a besoin de députés compétents... »

Vie de la nation

Entre effervescence électorale et défis structurels, la Guinée à la croisée des chemins

P.2

Edito à vue d'aigle



L'ombre des grands partis dissous

Au moment où nous mettons sous presse, la campagne pour le double scrutin du 31 mai prochain battait son plein aux quatre coins du pays. Un double scrutin qui se fera sans les formations considérées jusqu'ici comme les poids lourds de la scène politique guinéenne. Il s'agit du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir), de l'UFDG de Cellou Dalein Diallo et de l'UFR de Sidya Touré. Ils ont été récemment dissous, avec d'autres partis politiques, par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation pour, dit-on, non-respect de leurs cahiers des charges. Comme il fallait s'y attendre, cette dissolution a fait couler beaucoup d'encre et de salive aussi bien en Guinée qu'à

l'international. Pour certains observateurs de la scène politique, l'absence de ces grands partis dissous se fait vraiment ressentir pendant cette campagne électorale. La plupart des candidats à la députation ou aux élections communales se présentent comme des alliés à la GMD (Génération pour la Modernité et le Développement), le mouvement qui, on le sait, a porté Mamadi Doumbouya à la magistrature suprême suite à la présidentielle du 28 décembre 2025.

Pour rappel, lorsqu'il a renversé Alpha Condé le 5 septembre 2021, pour s'emparer du pouvoir dans les circonstances que l'on sait, Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD avaient promis et juré d'organiser des élections libres et transparentes pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition (président de la transition, CNRD, CNT, Gouvernement) ne devrait se présenter. La suite, on la connaît. Après la validation de sa candidature à la présidentielle, les détracteurs du CNRD et de son président n'ont pas tardé à parler de parjure. Le candidat de GMD (Génération pour la Modernité et le Développement) n'aura pas eu de mal à remporter l'élection présidentielle face aux huit autres candidats. La cérémonie d'investiture du nouveau président de la République de Guinée s'est tenue le 17 janvier 2026 au stade Général-Lansana-Conté de Nongo.

A l'issue du double scrutin du 31 mai, le Conseil national de la transition (CNT) cédera la place à une assemblée nationale élue et les délégations spéciales, mises en place pendant la période transitoire, seront remplacées par des conseils communaux élus.

De l'avis de tous les observateurs et analystes politiques, le président Mamadi Doumbouya aura nécessairement besoin d'une majorité de députés et de conseils communaux pour pouvoir mettre en œuvre son ambitieux projet de société bâti autour du Programme Simandou 2040 qui fait rêver plus d'un Guinéen.

Kéfina Diakité

Vie de la nation

Entre effervescence électorale et défis

structurels, la Guinée à la croisée des chemins

La semaine du 14 au 20 mai 2026 a été marquée par une Guinée en pleine accélération vers son échéance électorale du 31 mai. À l'approche du scrutin législatif et communal, le climat politique s'intensifie, illustré par une multiplication des meetings, des campagnes de proximité et des initiatives de mobilisation populaire.



Cette séquence met en lumière une nation qui tente de se projeter vers un avenir institutionnel stabilisé, tout en naviguant dans un contexte économique mondial incertain.

Un paysage national en transition

Sur le plan politique, l'actualité est dominée par la préparation logistique du scrutin. Le retrait des cartes d'électeur, qui a débuté le 16 mai, et la structuration des campagnes électorales révèlent une vitalité démocratique où les candidats multiplient les promesses de développement local. Parallèlement, l'État poursuit ses efforts de normalisation administrative, comme en témoigne le lancement du SICOM à Conakry pour moderniser la gestion du patrimoine public, ainsi que les initiatives de la CRIEF dans le traitement des dossiers judiciaires financiers.

Sur le front diplomatique, l'invitation

faite au Président Mamadi Doumbouya par le chef d'État nigérian, Bola Tinubu, souligne une volonté de renforcer les liens sous-régionaux, dans un contexte où l'Afrique cherche à redéfinir son rôle, passant du statut de simple fournisseur de matières premières à celui de partenaire industriel stratégique.

L'économie face aux vents contraires

Si la dynamique interne est portée par les investissements miniers et les projets d'infrastructures, la Guinée reste, comme le reste du continent, exposée aux chocs globaux. Les rapports récents de la CNUCED et de l'OIT pour 2026 confirment un ralentissement de la croissance mondiale, nourri par les tensions géopolitiques et la hausse des coûts de l'énergie. Ces facteurs pèsent directement sur le pouvoir d'achat

des ménages guinéens, une réalité palpable à travers les préoccupations exprimées sur la cherté des loyers et le coût de la vie à Conakry.

Les défis restent immenses, notamment en matière de couverture sanitaire et de lutte contre la corruption, thématiques centrales dans les débats entre candidats. Le pays doit désormais réussir le pari de la transformation de ses ressources, en s'appuyant non plus seulement sur l'investissement public, mais en créant un environnement propice au secteur privé pour générer des emplois durables.

En résumé : Les grands enjeux de la semaine

- **Échéance électorale :** Mobilisation nationale pour les scrutins du 31 mai ; début du retrait des cartes d'électeur.
- **Gouvernance :** Poursuite des réformes administratives (SICOM) et judiciaires (CRIEF).
- **Contexte économique :** Vigilance face à l'inflation importée et nécessité de diversifier le modèle de croissance africain.
- **Social :** Focus croissant sur l'accès aux soins de qualité et la gestion des infrastructures urbaines.

La semaine qui s'achève laisse entrevoir une Guinée qui, tout en gérant ses urgences quotidiennes, tente de poser les bases d'une refondation durable. La réussite de ce processus dépendra non seulement de la tenue exemplaire des élections à venir, mais aussi de la capacité du pays à transformer ses potentialités minières en un moteur réel de prospérité partagée pour ses 17 millions de citoyens.

Kéfina Diakité

Annonce et Remerciements

« À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »

Les familles Kaba Diakité, Sow, Niang, Touré, Bah, Dieng, Diallo, Barry, Kouyaté, Souaré, NDiaye, Guilavogui, Thiam, Camara et Fofana ; la famille Kaba Kankoula ; les sages de la Mosquée Diakitéya et de la Mosquée Djindji Bah ; les parents, alliés et amis : Ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur regrettée fille, petite-fille, épouse, mère, belle-mère, tante et nièce : Madame Kaba Diakité née Yayé Mamoudou Sow



Survenu le mardi 19 mai 2026 au CHU de Donka, des suites de maladie, à l'âge de 48 ans.

Née en 1978 à Fria, elle était la fille de feu Ila et de dame Fatoumata Diaraye Bah.

La défunte était l'épouse bien-aimée de Monsieur Mamadou Aliou Diakité, Fondateur et Administrateur Général du groupe de presse L'Aigle Infos et Kéfinafasso.com.

En cette douloureuse circonstance, les familles explorées remercient très sincèrement toutes les personnes qui, de près ou de loin, leur ont témoigné compassion, solidarité et soutien.

Par ailleurs, les familles informent parents, amis et connaissances que le sacrifice du septième jour aura lieu ce dimanche 24 mai 2026 à partir de 14h à Bambeto, Mosquée Diakiteya non loin de la Mosquée Djindji Bah

Elles prient le Tout-Puissant, dans Son infinie miséricorde, d'accueillir l'âme de la disparue en son Paradis Éternel (Firdaws).

AMEN !



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018

Siège : Quartier Bambeto, Secteur: Taryana, Commune de Ratoma, sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com

Tél: (+224) 621 93 53 88

Fondateur & Administrateur Général Mamadou Aliou (Kéfina Diakité & Kaba Kankoula) Diakité

Tél. +224 621 93 53 88 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

Directeur de Publication: Amadou Sadjo Diallo

Rédacteur en Chef: Sékou Condé

Secrétaire Général de la Rédaction: Samuel M'Bemba

Comité de Rédaction: Samuel M'Bemba, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Sékou Condé, Mamadou Oury Bah, Amadou Sadjo Diallo, Moussa Thiam, Boéboé Béavogui

Stagiaire: Mamadou Oury Bah

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub:

Oumar Kabirou Kaba 654 75 56 50

Imprimeur: Alseny Camara 628066445

Imprimerie: Imprimerie Lanyi

Distribution: L'Aigle Infos/Maison

du Livre

Mise en page: CMP-GAMS 629106363

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

HOMMAGE À UNE ÂME RADIEUSE

LE MONDE DE LA PRESSE EN DEUIL SUITE AU DÉCÈS DE MADAME YAYÉ MAMOUDOU SOW DIAKITÉ

La tristesse a enveloppé la grande famille de la presse guinéenne et ses proches en ce milieu de semaine. Madame Yayé Mamoudou Sow Diakité, épouse de Monsieur Mamadou Aliou Diakité, Administrateur Général du groupe L'Aigle Infos et Kéfinafasso.com, nous a quittés le mardi 19 mai 2026, des suites de maladie, au CHU de Donka. Elle avait 48 ans.



L'incarnation de la vertu et du dévouement

Au-delà de la figure publique qu'elle soutenait avec une discrétion exemplaire, Yayé Mamoudou Sow Diakité laisse derrière elle le souvenir d'une femme rare, une « âme sœur » dont la bienveillance n'avait d'égal que son humilité. Pour son époux, elle était bien plus qu'une conjointe : elle était sa raison d'être, son souffle, son socle inébranlable.

Mère accomplie de quatre magnifiques enfants – trois garçons et une fille – elle a su bâtir, avec son époux, un foyer fondé sur une complicité fusionnelle et une résilience commune face aux épreuves de la vie. Leur parcours, forgé dans le partage et la complémentarité, témoigne de la force d'un amour sincère

qui a su traverser les obstacles pour bâtir un avenir radieux.

Une lumière pour ceux qui l'ont côtoyée

Ceux qui ont eu le privilège de croiser son chemin se souviendront d'une femme profondément joyeuse, conviviale et d'une politesse remarquable. Qu'il s'agisse des proches, des parents ou de simples connaissances, Yayé Sow savait offrir à chacun un accueil chaleureux et respectueux, faisant de la cordialité son langage naturel. Dans l'intimité du foyer, elle était le pilier qui ne cessait d'encourager son époux dans sa mission au service de l'information. Elle veillait, par ses attentions quotidiennes et ses appels constants, à ce que rien ne vienne entamer la sérénité de celui qui partageait sa vie. Sa fierté pour le travail accompli par son mari était une source d'inspiration constante.

Une perte immense

La disparition de cette femme

exceptionnelle laisse un vide immense au sein de sa famille et de la communauté qu'elle illuminait par sa présence bienveillante. Elle laisse le souvenir d'une épouse idéale, d'une mère dévouée et d'une citoyenne exemplaire, dont les valeurs de droiture et d'humilité continueront de vivre à travers ses enfants.

En cette période de deuil, le groupe L'Aigle Infos et Kéfinafasso.com s'associe à la douleur de son Administrateur Général. La famille informe les parents et amis que le sacrifice du septième jour aura lieu ce dimanche 24 mai 2026 à 14 heures.

Que son âme repose en paix dans le Paradis Éternel, et que sa mémoire demeure une bénédiction pour ceux qui l'ont aimée.

Toute la rédaction présente ses condoléances les plus attristées à Monsieur Mamadou Aliou Diakité et à l'ensemble de la famille éplorée.

Amadou Sadjo

Dr Dansa Kourouma, président sortant du CNT

« On a besoin de députés compétents... »

Pour Dr Dansa Kourouma, ancien président du Conseil national de la Transition (CNT), candidat sur la liste nationale du parti UMP, allié à la GMD, on ne vient pas à l'Assemblée pour apprendre. Il l'a martelé vendredi dernier à la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée au siège du parti UMP.



grands médecins, de grands juristes, des politologues, des ingénieurs, des enseignants... toutes les catégories socioprofessionnelles figurent sur la liste de l'UMP », dira Dr Dansa Kourouma, tout en rappelant que l'UMP est un parti allié à la GMD.

« Je demande aux Guinéens de voter pour le résultat. Les candidats de l'UMP ont déjà prouvé aux Guinéens ce qu'ils sont capables de faire en matière de changement de paradigme dans la gouvernance de l'Assemblée. Est-ce qu'on doit changer une équipe qui gagne ? Tous ceux qui aiment le général Mamadi Doumbouya, tous ceux qui veulent que la Guinée change dans la bonne direction, tous ceux qui veulent que Simandou devienne une réalité pour les 14 années à venir afin que la Guinée entre dans l'ère de l'eldorado rêvé par nos ancêtres, doivent voter pour la liste de l'UMP sur toute l'étendue du territoire national », a ajouté l'ancien président du CNOSCG dirigé désormais par Ange Gabriel Haba.

Mamadou Oury

Une occasion que cet acteur majeur de la société civile guinéenne a mise à profit pour se féliciter des réalisations accomplies lors de son passage à la tête du CNT. Il a ensuite invité les Guinéens de tous les bords sociopolitiques à privilégier la compétence dans le choix de leurs futurs députés. « Il faut choisir la compétence parce qu'en cinq années, pour changer la Guinée, il faut des hommes compétents. On ne vient pas à l'Assemblée pour apprendre. On n'a pas besoin de députés stagiaires. On a besoin de députés compétents, des hommes qui ont fait leurs preuves dans leurs professions respectives, des hommes et des femmes qui sont passés à l'Assemblée nationale et qui ont prouvé aux Guinéens ce dont ils sont capables. De

Eliminatoires CAN 2027

Les dés sont jetés...

Le mardi 19 mai 2026, le tirage au sort des éliminatoires de la CAN 2027 s'est tenu au Caire, en Egypte.

Ce sont quatre légendes du football africain qui ont procédé à ce tirage : l'Ivoirien Max-Alain Gradel, le Nigérian William Troost-Ekong, l'Égyptien Essam El Hadary et le Congolais Trésor Mputu. Quarante-

d'Afrique en 2019 partira dans la peau du favori face à la Zambie, au Togo et au Burundi. Les Verts ont notamment battu le Togo deux fois dans les éliminatoires de la CAN 2025 au Maroc. La Guinée

Le coup d'envoi de la phase finale de la CAN 2027 sera donné le samedi 19 juin 2027. Quant à la finale de la compétition, elle se jouera le samedi 17 juillet 2027.

Voici les 12 groupes constitués à l'issue du tirage au sort :

Groupe A : Maroc, Gabon, Niger, Lesotho

Groupe B : Egypte, Angola, Malawi, Soudan du Sud

Groupe C : Côte d'Ivoire, Ghana, Gambie, Somalie

Groupe D : Afrique du Sud, Guinée, Kenya, Érythrée

Groupe E : RDC, Guinée équatoriale, Sierra Leone, Zimbabwe

Groupe F : Burkina Faso, Bénin, Mauritanie, République Centrafricaine

Groupe G : Cameroun, Comores, Namibie, Congo

Groupe H : Tunisie, Ouganda, Libye, Botswana

Groupe I : Algérie, Zambie, Togo, Burundi

Groupe J : Sénégal, Mozambique, Soudan, Ethiopie

Groupe K : Mali, Cap-Vert, Rwanda, Liberia

Groupe L : Nigeria, Madagascar, Tanzanie, Guinée-Bissau

GROUP A MOROCCO GABON NIGER LESOTHO	GROUP B EGYPT ANGOLA MALAWI SOUTH SUDAN	GROUP C CÔTE D'IVOIRE GHANA THE GAMBIA SOMALIA	GROUP D SOUTH AFRICA GUINEA KENYA ERITREA
GROUP E CONGO DR EQUATORIAL GUINEA SIERRA LEONE ZIMBABWE	GROUP F BURKINA FASO BENIN MAURITANIA CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	GROUP G CAMEROON COMOROS NAMIBIA CONGO	GROUP H TUNISIA UGANDA LIBYA BOTSWANA
GROUP I ALGERIA ZAMBIA TOGO BURUNDI	GROUP J SENEGAL MOZAMBIQUE SUDAN ETHIOPIA	GROUP K MALI CAPE VERDE RWANDA LIBERIA	GROUP L NIGERIA MADAGASCAR TANZANIA GUINEA-BISSAU

huit nations participent à ces éliminatoires, y compris les pays hôtes que sont le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

Le Maroc, première nation africaine au classement Fifa hérite entre autres du Gabon et du Niger. L'Égypte de Mohamed Salah, rencontrera l'Angola, le Malawi, et le Soudan du Sud. La Côte d'Ivoire, championne d'Afrique à domicile en 2023, est placée dans le même groupe que le Ghana. Le Sénégal hérite du Mozambique, du Soudan et de l'Éthiopie. L'Algérie, championne

disputera à l'Afrique du Sud l'unique ticket qualificatif de la poule D puisque le Kenya est déjà qualifié comme pays hôte.

Les rencontres se dérouleront sur trois fenêtres Fifa, entre septembre 2026 et mars 2027. Les 48 équipes ont été réparties en 12 groupes de quatre. Les deux premières équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase finale. Dans les groupes comprenant l'un des pays hôtes, une équipe supplémentaire obtiendra également son billet pour la compétition.

Une synthèse de Mamadou Oury

INTERVIEW

Insalubrité en saison pluvieuse

L'analyse de l'environnementaliste, Pr Mamadou Saliou DIALLO

À chaque saison des pluies, les ordures envahissent plusieurs quartiers et perturbent la circulation dans certaines zones du pays. Entre insuffisance des systèmes de collecte, manque d'anticipation des collectivités et faible implication citoyenne, la question de l'assainissement reste entière. Pour comprendre les causes de cette situation et les pistes de solution envisageables, votre quotidien a interrogé l'environnementaliste, Pr. Mamadou Saliou Diallo.



L'Aigleinfos : En Guinée, à l'occasion de chaque saison des pluies, on constate une prolifération des ordures. Comment expliquer ce phénomène en tant qu'environnementaliste ?

Pr. Mamadou Saliou Diallo : D'abord, c'est un phénomène récurrent, on s'y attend chaque année puisque de toute façon, la saison des pluies ne fait jamais défaut. On sait toujours qu'elle va venir et qu'elle va provoquer des situations catastrophiques dans certains

endroits. Évidemment, le ruissellement des zones de pluie provoque la montée des déchets qui sont dans les caniveaux.

L'Aigleinfos : Il y a des routes qui sont systématiquement mises en état de non-circulation. Comment expliquer cela à cause des tas d'ordures ?

Pr. Mamadou Saliou Diallo : C'est naturel que ça se produise. Maintenant, comment réagir par rapport à ça, c'est la question. Normalement, on sait que ça va venir

(la pluie). On devrait avoir un plan prévisionnel pour s'attendre à cela de manière préparée. Malheureusement, pour le moment, les collectivités, à mon avis, locales, ne sont pas suffisamment préparées, ne sont pas suffisamment formées, ne sont pas suffisamment équipées. Sinon, ça, c'est un acte qui devrait être sous la responsabilité des collectivités. Il y en a qui parlent de responsabilité partagée. Parlons des causes.

L'Aigleinfos : Pourquoi, selon vous, le phénomène persiste ?

Pr. Mamadou Saliou Diallo : On a quand même toute la question relative à l'évacuation des ordures qui vient des ménages, et pas seulement, parce que vous avez les marchés, vous avez les boutiques, les magasins, vous avez les industries. Il y a de la production de déchets un peu partout. Mais c'est vrai qu'assez souvent, ce qui se passe, c'est qu'on considère que les ménages ne prennent pas suffisamment de responsabilités

pour pouvoir gérer, disons à domicile, les déchets produits par les ménages.

Le problème est qu'effectivement, on a une faiblesse notoire de capacité, disons, d'enlèvement des ordures. Il y a des endroits où, même quand vous êtes abonnés, la petite société en question est en panne de mobilité. Bon, il y en a qui ne sont pas abonnés pour plusieurs raisons.

Ce n'est pas parce que c'est cher, mais c'est une question de volonté. Il y a vraiment de l'inconscience au niveau de certains citoyens parce que, tout simplement, il n'y a pas de sanctions.

L'Aigleinfos : Cette question relative à la transformation, justement, de ces déchets, au tri et à la transformation, est-ce que vous pensez que c'est une des solutions pour lutter contre l'insalubrité aujourd'hui ?

Pr. Mamadou Saliou Diallo : Nous, on a toujours pensé qu'il faut faire un travail de sensibilisation, de formation et même de création de petites entreprises qui ne sont pas les entreprises d'enlèvement des ordures.

Ça doit être les petites entreprises de valorisation des déchets. Déjà, on a des usines qui récupèrent le plastique recyclable et qui en font bon usage pour le plastique recyclable. Il y a plusieurs

plastiques qui ne sont pas recyclables, mais qui, d'après plusieurs expériences de plusieurs pays, même les plastiques non recyclables peuvent être utilisés dans un système de mélange permettant d'aller jusqu'à créer des briquettes. Le ménage doit être formé au tri sélectif. C'est-à-dire, il y a quatre catégories de déchets qui se retrouvent à la maison.

Vous avez une composante, par exemple, qui peut être utilisée dans le compostage. Vous avez les plastiques catégorie A et B. La catégorie recyclable peut être effectivement collectée et revendue aux usines de recyclage des plastiques. Vous avez l'autre plastique qui, jusqu'ici, est négligée, mais dont la collecte pourrait être intéressante pour des jeunes qui voudraient se faire de l'argent en travaillant à apprendre comment on fait, par exemple, des galettes plastiques.

Ensuite, vous avez les verres. Vous avez le papier.

L'Aigleinfos : Merci à vous Professeur Mamadou Saliou Diallo, Fondateur de l'ONG Guinée écologie !

Pr. Mamadou Saliou Diallo : C'est moi qui vous remercie. Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Nigeria

175 jihadistes tués dans les nouvelles

frappes conjointes avec les États-Unis Abuja et Washington ont annoncé mardi 19 mai 2026 de nouvelles pertes infligées aux djihadistes lundi lors d'une 3e salve de frappes aériennes menées dans le nord-est du Nigeria. D'après l'armée nigérienne, au moins 175 terroristes ont été exécutés dans ces opérations militaires conjointes avec les États-Unis.



Le chef de l'Africom, le commandement américain pour l'Afrique, s'est félicité des résultats de la collaboration militaire entre les deux pays devant le Congrès américain.

Nouvelles frappes aériennes dans le nord-est du Nigeria lundi et 175 combattants du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap) « éliminés sur le champ de bataille », a précisé l'armée nigérienne dans un communiqué mardi. En plus d'Abu Bilal al-Minuki, désigné par Abuja et Washington comme le numéro 2 du groupe État islamique, plusieurs autres cadres, notamment en charge de la propagande ou de la supervision d'attaques, ont été tués au cours du week-end dernier, rapportent les militaires nigériens.

Selon Dagvin Anderson, le commandant de l'Africom, « Les Nigériens ont joué un rôle déterminant au cours des

derniers mois : ils ont identifié la cible, nous ont aidés à recueillir des renseignements et nous ont apporté leur soutien pour mener à bien cette mission », a-t-il déclaré dans une adresse au congrès américain mardi.

Depuis près de six mois, Washington et Abuja ont renforcé leur coopération dans la lutte anti-terroriste avec un appui matériel, mais aussi l'envoi de 100 à 200 soldats américains au Nigeria. Les États-Unis avaient mené, le jour de Noël, de premières frappes aériennes visant, selon elle, des jihadistes du groupe local Lakurawa dans l'État de Sokoto, au nord-ouest du pays.

Ce même groupe est accusé d'avoir tendu le week-end dernier une embuscade dans cette zone, près de la frontière avec le Niger, et d'avoir tué au moins 7 soldats nigériens.

RFI

Éliminatoires CAN 2027

La Guinée hérite de l'Afrique du Sud dans le groupe D

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé, mardi 19 mai 2026, au tirage au sort des éliminatoires de la 36e édition de la CAN TotalEnergies 2027, prévue du 19 juin au 17 juillet 2027 au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.



« La Guinée doit finir première ou deuxième. Il faudra aussi voir les règlements définitifs concernant les groupes où figurent les pays organisateurs, mais le plus important reste de réussir un bon parcours dès le début des éliminatoires », poursuit-il.

Le consultant est également revenu sur l'importance pour la Guinée de rejouer enfin ses matchs à domicile, après plusieurs années d'exil.

« Jouer à domicile est indispensable. La Guinée a beaucoup souffert de ne pas recevoir chez elle lors des précédentes campagnes. On se souvient que lors des qualifications pour la CAN 2025, la défaite concédée dès le premier match "à domicile", disputé au Maroc, avait compliqué toute la suite du parcours », rappelle-t-il.

Selon Philippe Doucet, les travaux de rénovation des infrastructures sportives guinéennes devraient permettre au Syli de retrouver ses supporters dès les prochaines échéances internationales.

Absente de la dernière Coupe d'Afrique des nations disputée au Maroc, la Guinée est désormais très attendue par ses supporters. Le sélectionneur portugais Paulo Duarte et ses joueurs devront rapidement convaincre pour relancer la sélection guinéenne sur la scène continentale.

Le coup d'envoi des éliminatoires est prévu le 21 septembre prochain.

Samuel Demba. D

Le Syli national évoluera dans le groupe D aux côtés de l'Afrique du Sud, du Kenya et de l'Érythrée. La cérémonie de tirage s'est tenue au siège de la CAF, au Caire, en Égypte.

Les 48 équipes engagées ont été réparties en 12 groupes de quatre sélections, sur la base du classement FIFA. Chaque poule comprend une équipe issue de chacun des quatre chapeaux établis par la CAF.

Pour cette cérémonie, plusieurs anciennes gloires du football africain ont participé au tirage : le Nigérian William Troost-Ekong, l'Ivoirien Max-Alain Gradel, l'Égyptien Essam El-Hadary et le Congolais Trésor Mputu Mabi.

Groupe D
Afrique du Sud
Guinée
Kenya
Érythrée

Présent à Conakry dans le cadre d'un séjour sportif, le consultant

football Philippe Doucet a livré son analyse de ce tirage qu'il considère comme délicat pour la Guinée.

« La première chose, c'est que la Guinée ne peut pas se permettre d'être absente de cette CAN. L'échec des qualifications pour l'édition 2025 reste un accident qui ne doit plus se reproduire », estime-t-il.

Selon lui, la présence de l'Afrique du Sud et du Kenya rend cette poule particulièrement difficile à gérer.

« C'est un groupe piège parce qu'il y a une grande nation de football comme l'Afrique du Sud, mais aussi le Kenya qui est pays organisateur et donc potentiellement déjà qualifié. Cela peut créer une situation particulière dans le groupe et modifier les enjeux des qualifications », explique le consultant.

Malgré ces difficultés, Philippe Doucet estime que le Syli national a l'obligation de terminer parmi les meilleures équipes du groupe.

Amadou Oury Bah, PM

« La pratique politique est un apprentissage... »

Dans une interview accordée à nos confrères d'Africaguinee.com, l'actuel Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah, est revenu entre autres sur la gestion du processus électoral par la Direction générale des Élections (DGE) et les "risques" d'immixtion des autorités dans la campagne en cours.



À la question de savoir si à date, toutes les conditions sont réunies à la Direction Générale des Élections (DGE) pour le bon déroulement du double scrutin, le locataire du Palais de la Colombe a répondu : « Je n'ai aucun regard direct sur les

activités de la Direction Générale des Élections, qui est jalouse de son indépendance et de son autonomie. Les seules recommandations que je formule sont adressées au ministre de l'Administration du Territoire. Mon objectif est que ces élections soient

bien organisées, transparentes et en parfaite conformité avec nos textes fondamentaux. Il est impératif que ces scrutins se déroulent dans la paix et la sécurité pour tous, afin de renforcer la cohésion nationale, répondant ainsi aux attentes du président de la République et de la population globale.

Je salue le travail accompli qui nous a déjà permis de tenir un référendum exemplaire et une élection présidentielle réussie. Le peuple de Guinée a prouvé qu'il était capable d'organiser des scrutins tranquilles et apaisés, permettant à chacun de retourner à ses occupations dès le lendemain.

Ce que je demande et souhaite à l'ensemble des candidats, quelle que soit

leur obéissance, c'est de veiller à ce que ces législatives et communales s'inscrivent dans la même lignée. Ces scrutins doivent être des élections qui rassemblent et qui réconcilient les citoyens avec la politique. J'observe d'ailleurs avec un grand intérêt le grand nombre d'inscriptions sur les listes de candidatures. C'est le signe d'une réappropriation par les citoyens des institutions qui vont les gouverner. La Guinée est en train de restaurer sa santé démocratique, et en tant que Premier ministre, je veillerai à ce que cela se traduise concrètement au lendemain du vote. »

À propos des "risques" d'immixtion des autorités dans la gestion de la campagne, Amadou Oury Bah dira ceci à Africaguinee.com : « La pratique politique est un apprentissage. Notre pays a longtemps été victime d'une

certaine culture politique qui ne va pas disparaître d'un claquement de doigts ; c'est un effort collectif. Chaque candidat doit s'interroger : en réveillant les vieux démons, concourt-il à la vertu du processus en cours ou cherche-t-il à le perturber ?

À u n i v e a u d e l'administration, la neutralité est une obligation. Ces dernières semaines, j'ai explicitement demandé aux ministres et aux personnes ressources d'aller sensibiliser les populations à une culture de paix, de sécurité et de respect des droits de chacun. Je l'ai dit publiquement : tous les candidats sont des citoyens de la République. Nous avons besoin d'institutions solides et représentatives, et je ne demanderai jamais de voter pour X ou Y. C'est la réussite globale du processus qui m'importe. »

Kaba Kankoula

Groupe CIS Médias

Talibé Barry nommé au poste d'Administrateur général

Nommé Administrateur général du Groupe CIS Médias, le journaliste Talibé Barry a été installé dans ses nouvelles fonctions le mardi 19 mai 2026 sous l'égide de Soufiane Souaré, Directeur Général du Groupe SAMGBM. C'était en présence de plusieurs responsables et collaborateurs. Il faut reconnaître que le promu a eu à ce jour un parcours riche et diversifié dans la presse écrite, la radio, la télévision et les médias numériques.



Person Camara "KPC, c'est sur Talibé Barry que le choix s'est finalement porté pour diriger le Groupe CIS Médias. Il aura sans doute comme mission principale la redynamisation de l'audience et de la stratégie éditoriale de CIS TV et CIS Radio dans un paysage médiatique guinéen qui a connu ces derniers temps d'importants bouleversements et de profondes mutations.

La cérémonie d'installation de Talibé Barry, en tant que nouvel Administrateur Général du Groupe CIS Médias, a eu lieu mardi 19 mai 2026 sous l'égide de Soufiane Souaré, Directeur Général du Groupe SAMGBM. C'était en présence de plusieurs responsables et collaborateurs. Il faut reconnaître que le promu a eu à ce jour un parcours riche et diversifié dans la presse écrite, la radio, la télévision et les médias numériques.

Avant sa nomination à l'administration générale du Groupe CIS Médias, Talibé Barry a dirigé la radio FIM FM, tout en cumulant les fonctions de Directeur des Informations et Responsable de la Communication du Groupe Fréquence Médias (FIM24 et finguinee.com).

Espérons vivement qu'il saura relever les nombreux défis qui l'attendent au sein du Groupe CIS Médias.

Kaba Kankoula

Le Groupe CIS Médias a désormais un nouvel administrateur général, en la personne de Talibé Barry, un journaliste qui n'est plus à présenter dans le monde médiatique guinéen. Par le passé, le natif de Mamou a fait les beaux jours de certains organes de presse de la place, dont "L'Indépendant" de l'ancien ministre de la Communication, Aboubacar Sylla, père de l'actuelle ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Mariama Ciré Sylla. Talibé Barry a été également directeur de la radio et directeur de l'information et de la communication au sein du Groupe Fréquence Médias (FIM FM).

Après le Sénégalais Aboubacry Ba, qui avait dirigé la chaîne à ses débuts et Alpha Mady qui a quitté récemment le groupe pour le Groupe GUICOPRES de Kerfalla

Délestages électriques

Bah Oury appelle à arrêter "l'hémorragie"

Le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a présidé vendredi 15 mai 2026 une session de cadrage et d'impulsion des priorités gouvernementales à la plage de Camayenne. La rencontre était consacrée à la présentation des lettres de mission et des contrats annuels de performance 2026 aux différents départements ministériels.



Cette session, appelée à se tenir chaque année, vise à évaluer les responsables des départements ministériels sur la base des objectifs qui leur sont assignés. Plusieurs secteurs ont été évoqués au cours des échanges, notamment celui de l'énergie, confronté depuis plusieurs jours à des délestages récurrents dans plusieurs quartiers de Conakry.

Face à cette situation, le chef du gouvernement a demandé au ministère de l'Énergie ainsi qu'aux structures concernées de prendre les mesures nécessaires pour réduire les coupures d'électricité.

Selon Bah Oury, les difficultés énergétiques constituent un frein au développement économique et social du pays, malgré les importantes ressources

mobilisées par l'État dans ce secteur.

« La question de l'énergie, c'est notre talon d'Achille. Et on ne peut pas continuer ainsi compte tenu de la situation actuelle. Plus de 3 000 milliards de subventions, cela veut dire qu'on abandonne tout le reste », a déclaré le Premier ministre lors de la cérémonie.

Le chef du gouvernement a également indiqué que les autorités accordent une attention particulière à cette question et a insisté sur la nécessité d'améliorer rapidement la desserte en électricité.

« Il faut absolument arrêter l'hémorragie », a-t-il insisté.

Au cours de son intervention, Bah Oury a aussi abordé le fonctionnement de

l'administration publique, notamment les relations entre les ministres et les secrétaires généraux des départements.

Selon lui, certains dysfonctionnements administratifs sont liés à une mauvaise répartition des rôles au sein des ministères. Il a rappelé l'importance du respect des attributions de chaque responsable afin d'améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale.

« Je crois savoir que certains secrétaires généraux ne disposent pas pleinement du champ de leurs attributions. Chacun doit faire ce qu'il a à faire, parce que les deux aspects sont complémentaires », a-t-il déclaré.

Le Premier ministre a précisé que le rôle du ministre est de superviser et d'orienter le travail des équipes, tandis que le secrétaire général doit assurer la coordination administrative du département.

Il a également invité les conseillers ministériels à renforcer leur contribution en matière de réflexion et de propositions pour améliorer les performances des différents services de l'État.

Samuel Demba. D

Patriotisme en Guinée

Ce qu'en pense Mamadou Oury DIALLO, président du Mouvement des Patriotes Libéraux

Mamadou Oury DIALLO est philo-journaliste et acteur politique (président du Mouvement des Patriotes Libéraux). Pour lui, être patriote en Guinée est une posture que certains accaparent immoralement de nos jours. Il l'a écrit dans une tribune publiée dans la presse.



« Certains de nos compatriotes, ayant vécu hier ou vivant aujourd'hui accrochés aux mamelles du trésor public, pensent qu'avoir servi, ou être actif dans l'administration publique, à des fonctions surtout dites « juteuses », ou trônant à la tête d'institutions républicaines, reste l'unique baromètre pour juger du patriotisme d'un citoyen.

En effet, depuis que je regarde notre société, scrute son fonctionnement, écoute les récits, construits autour des hommes et femmes qui se targuent d'avoir servi loyalement la République, il ressort toujours que ces républicains et patriotes surfaits, fabriqués par le confort de leurs fonctions publiques et surtout forts des avantages qu'ils y tirent, s'attribuent le monopole du patriotisme et de la loyauté à la République. Reléguant ainsi d'autres à des positions de non-conformistes, d'antirépublicains ou même d'antisprit. Quel raccourci, quelle paresse !!!

Alors non, il n'est pas nécessaire d'être un dirigeant public pour servir la République, et se sentir patriote. Servir la République peut prendre de nombreuses formes, allant de l'exercice d'un mandat électif ou d'une fonction exécutive et administrative, à l'engagement dans la vie associative, en passant par le respect des lois et le paiement des impôts.

Servir la République, sans être un dirigeant public, c'est aussi s'informer sur les affaires publiques, tout en participant aux débats démocratiques à des fins d'éveil des consciences.

S'investir dans des associations qui œuvrent pour l'intérêt général, que ce soit dans le domaine social, culturel, environnemental, etc.

Exercer son métier avec rigueur et honnêteté, en respectant les règles et les valeurs de la République.

Obéir aux lois et aux règlements et participer à leur respect.

Être attentif aux autres, faire preuve

de solidarité et agir dans l'intérêt général.

En résumé, servir la République est une attitude, un engagement qui peut s'exprimer de multiples façons, au-delà des responsabilités politiques.

Mais dans une atmosphère générale, généralisée et contagieuse où la mondanité, l'artifice, l'épicurisme, le bruit, la flagornerie, le culte extrême de la personnalité redeviennent le schéma directeur de la conduite de notre société, il est de temps en temps nécessaire de rappeler à notre mémoire collective, de plus en plus fracturée et enjouée par les déviations de notre époque, les valeurs, les véritables, qui font une société du travail reconnu, de l'aîné, de l'ancien écouté et respecté, de la morale certes pas comme un droit positif et contraignant, mais comme un repère, et de l'attachement à la République tel un sacerdoce.

Trop facilement de nos jours, les plus bruyants et moins exemplaires sont hissés et placés sur un piédestal que seuls les plus vertueux, compétents et méritants devraient logiquement occuper.

Pourtant, aussi paradoxale et incompréhensible que cela puisse l'être, nous continuons à cultiver ces valeurs dans nos écoles, à les inculquer aux futures générations comme à nous, on les a inculquées.

Et pourtant, nous continuons à écrire en grandes lettres et en bonne place dans nos textes de lois, nos constitutions, les mêmes principes, les mêmes règles, les mêmes valeurs comme référentiel de conduite.

N'est-ce pas là symptomatique d'une société qui se ment à elle-même, porte un masque pour manipuler et trahir ses propres enfants ?

Cette analyse épistémologique de notre société et ses méthodes, qui se

veut moderne, pourtant marquée par un certain dysfonctionnement tout à l'antipode de cet idéal commun, est une interpellation renouvelée vers ce que j'ai constamment appelé « une catharsis générale ».

Car on a beau maquiller les choses, fermer les yeux, s'enivrer de notre toute-puissance en ignorant les cris de cœur, masquant ce qui devrait être, pensant que tout ceci deviendra comme par enchantement une nouvelle norme, un nouveau standard ; sauf que l'anormal ne s'aurait se normaliser indéfiniment, le naturellement laid ne saurait devenir beau sans artifice. Or l'artifice s'effrite à l'épreuve du temps.

Donc, le mensonge ne s'aurait constamment masquer la vérité brutale. Aux adeptes de cette tendance du patriotisme clinquant et décrétable, qui par les leviers de la diabolisation de l'autre, ont réussi à convaincre le décideur en chef, qu'eux seuls lui sont loyaux et fidèles à la République et à ses exigences, le jour viendra où il s'élèvera au-dessus de vos manèges, de votre écran de fumée, de votre hypnose, et croisera le chemin de véritables gens au service de la République depuis toujours, bénévolement, dans l'anonymat, dans l'indifférence, et même dans la souffrance.

Ces gens-là, ce sont des enseignants qui portent le sacerdoce de transmettre le savoir à la future génération pour laquelle l'élite gouvernante dit pourtant travailler. C'est par exemple ce jeune enseignant au fin fond de la Guinée, dont la vidéo a récemment fait tilt sur la toile, cet enseignant qui a raconté au monde entier le périlleux et long trajet fait notamment de falaises qu'il parcourt pour rallier l'école où il enseigne. Ce sont ces fonctionnaires ordinaires qui doivent se battre pour être à temps à leurs postes de travail tous les matins, sans pourtant pouvoir se plaindre du manque de transport public. Ces médecins du service public en manque d'équipements élémentaires de soins, d'un cadre approprié de travail, et pourtant font face à l'état des patients chaque jour dans nos

hôpitaux. Ces policiers sous-payés et mal vêtus qui affrontent le soleil, la pluie et les citoyens indécents tous les jours dans leur univers qui est la circulation, pour y instaurer ou maintenir la discipline et l'ordre.

Ce sont ces hommes et femmes de rang, de troupes, et du treillis qui au risque de leur vie, patrouillent et veillent jour et nuit à nos frontières pour la sécurité de notre territoire national.

Ce sont ces chefs d'entreprises qui donnent à des milliers de jeunes diplômés guinéens, la chance d'avoir leurs premiers stages ou leurs premiers emplois sans tambours battants, sans népotisme, même si au bout, ils y tirent une plus-value inhérente à la vie d'une entreprise privée.

Ce sont ces sages, ces anciens, sans salaires ni avantages, à l'abri des projecteurs, dans le secret de leurs vestibules, de leurs arbres à palabres, de leurs maisons, éteignent les feux, des foyers de tensions pour sauvegarder la paix dans la cité.

Ce sont ces hommes et femmes de médias, essuyant mépris, injures, railleries, et même violences, qui vont à la chasse de l'information pour la mettre à la disposition des citoyens pour éviter qu'ils soient en proie aux intox, infox, rumeurs, qui vont tendre leurs micros aux citoyens qui souffrent, afin qu'ils s'adressent au décideur en chef, qui investiguent pour éclairer l'opinion sur la gestion des deniers publics, mais à qui l'on demande de rester toujours misérables au nom de la noblesse de leur métier... Bref, les exemples de ces Guinéennes et Guinéens qui servent authentiquement et tout aussi utilement la République, sans se plaindre et dans l'anonymat, sont légion.

Plus tôt on se rendra à l'évidence qu'il faille véritablement fonctionner à la normale, mieux, notre société se portera. », a écrit Mamadou Oury DIALLO, philo-journaliste et acteur politique (Président du Mouvement des Patriotes Libéraux).

Kaba Kankoula

Législatives au Cap-Vert

Les éternels partis rivaux, MPD et PAICV, à nouveau face à face

Les élections législatives au Cap-Vert ont lieu dimanche 17 mai. En jeu, 72 postes de députés qui choisiront ensuite le Premier ministre. Le sortant, Ulisses Correia e Silva, et son parti, le Mouvement pour la démocratie (MPD), feront face notamment à leurs rivaux du Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV) de Francisco Carvalho, le maire de la capitale. Présentation.



L'archipel du Cap-Vert vote ce 17 mai 2026. Les élections législatives se tiennent sur les dix îles et au sein de l'importante diaspora ; 416 000 électeurs sont inscrits sur les listes pour élire 72 députés. Un scrutin important : car si un président est bien élu, c'est le Premier ministre, choisi par l'Assemblée nationale, qui met en œuvre la politique du pays. Cinq partis participent au scrutin. Deux se font concrètement face : le Mouvement pour la démocratie (MPD) qui va chercher à

conserver sa majorité à l'Assemblée nationale et le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV).

Si le Cap-Vert est salué pour sa stabilité démocratique, la campagne électorale a néanmoins été jalonnée de tensions politiques, signe pour les observateurs que les deux principaux partis sont au coude à coude.

Le PAICV, qui a refusé de participer à l'un des débats à la télévision nationale, a notamment

accusé le MPD d'utiliser les moyens de l'État pour mener campagne.

Le parti au pouvoir a, de son côté, directement visé Francisco Carvalho, le président du PAICV et maire de la capitale Praia, en l'accusant de « contourner la loi ». Au Cap Vert, le code électoral interdit aux élus d'être candidats. La tête de liste du PAICV a refusé de démissionner et nommé un remplaçant provisoire.

La lutte et les joutes électorales ont donc été permanentes durant la campagne avec des programmes politiques diamétralement opposés.

Deux hommes, deux visions. Avec le Premier ministre, Ulisses Correia e Silva, en tête de liste, sous la bannière « Cap-Vert en avant », le Mouvement pour la démocratie a mené campagne en rappelant ses bons résultats économiques, la baisse du chômage et la reprise du tourisme (à la suite de la crise du Covid) qui représente 20% du PIB. Le Cap-

Vert a connu une croissance de 7,2% en 2025, le revenu annuel par habitant, de 4 475 dollars, est l'un des plus élevés en Afrique.

Durant la campagne, le Premier ministre et candidat a donc appelé les électeurs à jouer la carte de la continuité : « Nous voulons continuer à gouverner le Cap-Vert, faire en sorte que le pays puisse poursuivre sa croissance, réduire la pauvreté, accroître l'emploi de nos jeunes et augmenter les revenus de la population. »

Principales promesses du MPD : augmenter de 30% le salaire moyen et fixer à 230 euros le salaire minimum. Le parti de droite a également mis l'accent sur sa volonté de renforcer la sécurité dans le pays.

« Il y a des drapeaux qui ne se portent pas seulement avec les mains. On les porte avec l'histoire. »

La sécurité qui a été au cœur de la campagne et un argument repris également par le PAICV. Le parti de gauche se veut rassembleur avec ce slogan « Cap-Vert pour tous ». Sous la houlette de Francisco Carvalho, un programme social a été présenté, avec des promesses d'accès à la santé, à l'enseignement supérieur gratuit et la volonté affichée de faire baisser les prix.

Autre élément défendu : faciliter les connexions au sein de

l'archipel, améliorer le transport maritime et aérien tout en réduisant les prix des billets pour les habitants. Sur les réseaux sociaux du PAICV, Francisco Carvalho a notamment déclaré : « Il est évident que le Cap-Vert ne peut plus continuer sur cette voie. Il y a des urgences qui doivent être gérées directement pour améliorer la vie des gens. Des transports moins chers, l'université gratuite, ce sont des investissements pour le pays, pour la jeunesse. Nous voulons une gestion sérieuse et responsable. »

Malgré ses tensions politiques, la campagne électorale s'est déroulée dans le calme. Pour garantir un scrutin fiable et transparent, les autorités ont fait appel à l'Union africaine et à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Près de 160 observateurs des deux institutions africaines seront déployés sur les dix îles de l'archipel. Le vote sera particulièrement scruté sur l'île principale de Santiago où 33 députés sur 72 seront élus. Malgré son importance, la diaspora, qui représente 17% des 416 000 électeurs inscrits, ne vote, au final, que pour 6 députés : 2 aux États-Unis, 2 en Afrique et 2 pour le reste du monde.

RFI

Difficultés dans l'exécution des décisions de justice

Marc Schmitz en visite de travail à Conakry

Le président de l'Union internationale des huissiers de justice séjourne actuellement en Guinée. Arrivé à Conakry dans le cadre d'une visite de travail, Marc Schmitz a rencontré, mardi 19 mai, le ministre de la Justice et Garde des sceaux ainsi que le premier président de la Cour suprême. Au centre des échanges : les difficultés rencontrées par les huissiers de justice dans l'exécution des décisions judiciaires sur le terrain guinéen et la nécessité d'un meilleur accompagnement des autorités.



En visite pour la première fois en Guinée, Marc Schmitz dit avoir profité de son séjour pour échanger avec les responsables du système judiciaire sur le rôle des huissiers dans le fonctionnement de l'État de droit.

« Nous avons eu l'occasion de présenter l'Union internationale des huissiers de justice, mais aussi de rappeler le rôle essentiel de l'huissier dans la société. Une décision de justice qui n'est pas exécutée reste lettre morte. L'huissier est le seul



professionnel du droit qui est directement sur le terrain et en contact permanent avec les justiciables », a-t-il déclaré.

Selon lui, les huissiers de justice devraient bénéficier davantage de protection dans l'exercice de leurs fonctions, notamment lorsqu'ils procèdent à l'exécution de certaines décisions sensibles.

« L'huissier représente l'autorité de la justice sur le terrain. Il doit être respecté et accompagné par la force publique lorsqu'il exerce sa mission. J'ai appris qu'il existe parfois des difficultés liées à la réquisition de la force publique. Pourtant, cet appui est indispensable pour garantir l'exécution des décisions de justice et le respect de l'État de droit », a insisté Marc Schmitz.

Le président de l'Union internationale des huissiers de justice a également annoncé la volonté de son organisation d'accompagner davantage les professionnels guinéens à travers des sessions de formation prévues l'année prochaine.

« Nous plaidons pour des huissiers bien formés et mieux outillés. La Guinée participe régulièrement aux activités de notre organisation et il était important pour nous de venir constater les réalités du terrain et échanger avec les autorités judiciaires du pays », a-t-il ajouté.

De son côté, la Chambre nationale des huissiers de justice de Guinée a salué cette visite qu'elle considère comme un soutien important dans les démarches engagées pour améliorer les conditions de travail des auxiliaires de justice.

Son chargé de communication, Lansana Bangoura, affirme que les

échanges avec les autorités judiciaires ont abouti à des engagements favorables à la profession.

« La Guinée est membre de l'Union internationale des huissiers de justice depuis l'an 2000. Malgré le manque de moyens et l'absence d'accompagnement de l'État, nous avons toujours pris part aux rencontres de l'organisation. Cette visite est donc un honneur pour nous », a-t-il indiqué.

Avant d'ajouter : « Le président de l'Union est venu plaider la cause des huissiers auprès du ministre de la Justice et du premier président de la Cour suprême. Les deux autorités nous ont donné leur accord de principe pour accompagner les huissiers dans l'exécution des décisions de justice et faciliter leur travail sur le terrain. »

Samuel Demba. D

Syli national

Le sélectionneur Paulo Duarte réagit au tirage au sort des éliminatoires de la CAN 2027

Le tirage au sort des éliminatoires de la CAN s'est organisé le mardi 19 mai au Caire (Egypte). La Guinée évoluera dans le Groupe D, en compagnie de l'Afrique du Sud, du Kenya (un des trois pays organisateurs) et de l'Erythrée. Un tirage auquel a réagi le sélectionneur du Syli national, Paulo Duarte.



« C'est un sentiment de tristesse, un sentiment de révolte. Franchement, ce n'est pas un groupe que la Guinée ou les autres équipes méritent », a réagi le technicien portugais sur CIS TV.

« La décision de la CAF de placer directement les pays organisateurs dans des groupes avec des équipes obligées de se qualifier ne garantit pas l'égalité entre toutes les sélections. Il y aura neuf groupes où les deux premières places seront qualificatives, tandis que dans trois groupes, une seule place sera disponible », a dénoncé Paulo Duarte. A l'en croire, ce système pénalise plusieurs équipes, notamment la Guinée, l'Afrique du Sud, l'Erythrée, la Libye, le Botswana, Madagascar ou encore la Guinée-Bissau.

« Ces équipes n'ont qu'une seule porte ouverte pour se qualifier. Nous devrions tous avoir les mêmes chances », dira-t-il, tout en faisant remarquer que la CAF aurait dû regrouper les trois pays organisateurs dans une même poule afin d'éviter ce qu'il considère, à tort ou à raison, comme un déséquilibre.

« La CAF aurait pu faire un seul groupe avec les trois pays

organisateurs et ajouter une quatrième équipe. Cela aurait été plus équitable...Je ne dis pas que la Guinée n'a pas de chance de se qualifier. Je dis simplement que nous ne partons pas avec les mêmes droits que les autres groupes...Nous sommes obligés de nous qualifier. C'est notre volonté et notre objectif. Mais il faut reconnaître que tout le monde ne part pas avec les mêmes chances », a martelé Paulo Duarte.

« Nous avons rénové l'équipe avec beaucoup de jeunes joueurs et une nouvelle vision. Nous préparons l'avenir avec des difficultés, mais aussi avec beaucoup de qualité et de potentiel...La machine n'est pas encore à 100 %. Mais l'équipe est obligée d'être prête », a-t-il ajouté.

Il a aussi rappelé l'impérieuse nécessité pour la Guinée de jouer ses matchs à domicile devant son public.

« Quand tu joues chez toi devant ton public, c'est différent. Le public est ton douzième joueur. Il pousse l'équipe dans les moments difficiles et donne une responsabilité supplémentaire aux joueurs...Ils ont besoin de jouer chez nous, devant nos supporters. Pour moi, c'est la première qualification », a déclaré Paulo Duarte. Reste à savoir si ses remarques seront prises en compte par les autorités. Attendons de voir.

Mamadou Oury

Université de Kindia

Mort d'un étudiant par noyade dans une piscine, à Foulaya

Selon Africaguinee.com, dans la soirée du mardi 19 mai, Mamadou Ciré Bah, étudiant en licence 2 à l'Université de Kindia, a été retrouvé mort dans une piscine à Foulaya.



Le jeune étudiant du département "Banque, Finance et Assurance", âgé de 21 ans, aurait trouvé la mort par noyade dans des circonstances encore non élucidées. Plusieurs témoignages recueillis par Africaguinee.com indiquent que la victime se trouvait avec ses camarades dans ce lieu de loisir lorsque le drame est survenu entre 19h et 20h, au moment où les responsables demandaient aux visiteurs de quitter les lieux.

D'après toujours le site, quelques instants plus tard, le corps sans vie du jeune homme a été repêché dans la piscine par des personnes présentes sur place. Une disparition brutale qui plonge aujourd'hui sa famille, ses amis et ses camarades étudiants dans une profonde douleur.

Le père de la victime, Bah Abdoul Gadiiri, chargé des ressources humaines à l'IRE de Boké, raconte avec émotion les derniers échanges qu'il a eus avec son fils quelques heures avant le drame.

« Hier vers 17h, il m'a appelé pendant que j'étais à l'IRE pour la prière. Quand je suis revenu, j'ai vu son appel en absence et je l'ai rappelé. Nous avons parlé des cours intensifs à l'université parce qu'ils voulaient finir le programme avant la fin de l'année. Il m'a demandé de l'argent pour son

transport et je lui ai envoyé immédiatement. Il était content et moi aussi j'étais heureux », raconte-t-il.

Le père endeuillé poursuit en expliquant comment la famille a appris la terrible nouvelle. « Vers 21h, un de ses amis a appelé ma femme pour lui dire que Mamadou Ciré n'était plus avec eux avant de couper directement le téléphone. J'ai immédiatement contacté son tuteur à Kindia. Après plusieurs appels, nous avons finalement appris qu'il était décédé. »

Très affecté, le père décrit son fils comme l'espoir de toute la famille. « Il avait 21 ans. C'était le fils aîné de la famille. Tout notre espoir reposait sur lui. Nous avions déjà préparé son avenir pour poursuivre ses études à l'extérieur du pays. Il avait déjà son passeport et tous ses documents. Il ne restait que certaines démarches. Aujourd'hui, c'est une douleur immense, mais nous nous remettons à la volonté de Dieu. »

De son côté, la mère de la victime, Mme Bah Djamilatou, peine encore à réaliser la disparition de son enfant. « Ce n'était pas seulement mon fils, c'était mon confident. Il connaissait tous mes secrets. Malgré que ce soit un garçon, c'est à lui que je me confiais le plus. Je ne pensais jamais vivre une telle

douleur. »

Entre larmes et émotion, elle évoque les sacrifices consentis pour l'éducation de son enfant. « Durant des années, je l'ai formé et suivi dans ses études. Je savais qu'il était presque à la fin de son cursus universitaire. Je pensais qu'il allait bientôt prendre la responsabilité de la famille pour m'aider. Il était tout pour moi. »

Le jeune frère de la victime, Bah Amadou Oury, également très touché par cette disparition, parle d'un véritable pilier familial.

« C'est dans les environs de 21h qu'un de ses amis nous a appelés pour demander le numéro de son tuteur en nous laissant ce message : "Mamadou Ciré nous a laissés." C'est ainsi que nous avons commencé à chercher des informations avant d'apprendre qu'il était mort par noyade dans une piscine. »

Il ajoute : « C'était notre modèle, notre héros. Il représentait toute la famille. Même hier encore, tout allait bien lorsqu'il a parlé avec les parents. Jusqu'à présent, nous n'arrivons pas à réaliser qu'il n'est plus parmi nous. »

Originaire de Mali-Yembéring, Mamadou Ciré Diallo avait grandi entre Fria et Boké où il avait obtenu son brevet et son baccalauréat avant de rejoindre l'Université de Kindia pour poursuivre ses études supérieures.

Alors que les circonstances exactes de cette noyade restent encore floues, sa disparition tragique suscite émotion et interrogations au sein de la communauté universitaire et de l'opinion publique à Kindia. Les obsèques ont eu lieu mercredi 20 mai 2026 au cimetière de Damakania après la prière de 16h, rapporte le site Africaguinee.com.

Une synthèse de Kaba Kankoula

États-Unis

Une fusillade dans une mosquée de Californie fait plusieurs victimes

Au moins trois personnes sont mortes dans une mosquée de San Diego, en Californie, après l'intrusion de deux tireurs présumés. Ces derniers ont été retrouvés morts non loin du lieu de culte, ont annoncé lundi 18 mai les autorités américaines. Le président américain Donald Trump a déploré une « situation terrible ».



Après avoir confirmé être intervenue, la police de San Diego a confirmé qu'au moins trois personnes sont mortes dans une mosquée de San Diego, en Californie, après l'intrusion de

deux tireurs présumés. Ces derniers, deux adolescents, ont également été retrouvés morts. « À ce stade, il semble que les suspects soient morts des suites de blessures par balle qu'ils se sont eux-mêmes infligées », a déclaré le chef de la police locale Scott Wahl, lors d'une conférence de presse. Nous pensons qu'ils ont 17 et 19 ans », a-t-il ajouté, sans dévoiler leur identité. Si les motivations des suspects restent pour l'instant inconnues, la police traite pour l'instant l'affaire comme une attaque islamophobe. Parmi les trois victimes tuées lors de l'attaque, « l'une des personnes décédées est un agent de sécurité », a ajouté Scott Wahl. D'après les premiers éléments de l'enquête, il aurait « joué un rôle déterminant pour éviter que la situation ne soit

bien pire ».

Les deux tireurs présumés s'en sont pris au Centre islamique de San Diego, une structure qui abrite la plus grande mosquée de cette région du sud de la Californie et qui donne aussi des cours pour les enfants.

La police a reçu des appels faisant état de tirs vers la mi-journée et a rapidement déployé des dizaines d'hommes lourdement armés sur place. Les premiers effectifs sont arrivés sur place « en l'espace de quatre minutes », et ont constaté la présence de « trois morts » devant le centre, selon le chef de la police de San Diego.

« Une situation terrible »

Réagissant après l'annonce des autorités locales, le président Donald Trump a déploré « une situation terrible » : « On m'a donné quelques premières informations, mais nous allons réexaminer la situation de près », a-t-il répondu à une question de la presse à la Maison Blanche.

« Tous les enfants, les membres du personnel et les enseignants sont en sécurité à l'extérieur du centre islamique », a expliqué dans un message l'un des imams du centre, l'imam Taha Hassane. « Nous n'avons jamais

vécu une tragédie comme celle-ci auparavant », a-t-il ajouté, en adressant ses « prières » à la communauté musulmane de la ville. « Il est extrêmement scandaleux de prendre pour cible un lieu de culte », s'est-il indigné.

Le maire de la ville, Todd Gloria, a tenu à rassurer la communauté musulmane : « Nous ferons tout ce que nous pourrions pour que vous vous sentiez en sécurité dans cette ville », a rapporté notre correspondant à Washington, Vincent Souriau.

Près de 15 000 personnes tuées par arme à feu en 2025

Avec plus d'armes à feu en circulation que d'habitants, les États-Unis affichent le taux de mortalité par arme à feu le plus élevé de tous les pays développés. Les fusillades sont un fléau récurrent que les gouvernements successifs n'ont jusqu'à présent pas réussi à endiguer, de nombreux Américains restant très attachés à leurs armes.

En 2025, près de 15 000 personnes, sans compter les suicides, ont été tuées par arme à feu, selon Gun Violence Archive.

RFI

Flottille pour Gaza

Une vidéo de militants agenouillés, les mains liées, publiée par Itamar Ben Gvir

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a posté ce mercredi 20 mai une vidéo, dont les images sont violentes, de militants de la Flottille pour Gaza agenouillés et les mains liées, après leur interception en mer et leur placement en détention dans le sud d'Israël.



« Bienvenue en Israël, nous sommes chez nous », dit le ministre sur ces images publiées sur sa chaîne Telegram et sur X, avec pour fond sonore l'hymne national israélien et qui montrent des dizaines de militants agenouillés les uns à côté des autres.

Les autorités israéliennes ont entamé ce mercredi le transfert et le placement en détention à Ashdod, dans le sud d'Israël, de centaines de militants palestiniens arrêtés à bord d'une flottille à destination de Gaza, selon une ONG. Les 430 membres de la flottille, interceptée lundi au large de Chypre par la marine israélienne, avaient été transférés dans la nuit en Israël. Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben

Gvir, a posté ce mercredi 20 mai une vidéo, dont les images sont violentes, de militants de la Flottille pour Gaza agenouillés et les mains liées, après leur interception en mer et leur placement en détention dans le sud d'Israël. © Copie d'écran X Suite de la diffusion de la vidéo ultra-violente, le ministre des Affaires étrangères israélien Gideon Saar a accusé son collègue de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, d'avoir « sciemment nuï » à l'image d'Israël. « Vous avez sciemment nuï à notre Etat avec ce spectacle honteux - et ce n'est pas la première fois », a écrit M. Saar sur X, à l'intention de M. Ben Gvir, figure de l'extrême droite. « Vous avez réduit à néant les efforts immenses, professionnels et fructueux fournis par tant de

personnes - des soldats de Tsahal (armée, NDLR) au personnel du ministère des Affaires étrangères, et bien d'autres encore. Non, vous n'êtes pas le visage d'Israël. »

« Israël a pleinement le droit d'empêcher de provocatrices flottilles de partisans terroristes du Hamas d'entrer dans nos eaux territoriales et d'atteindre Gaza », a réagi Benjamin Netanyahu dans un communiqué. « Cependant, la manière dont le ministre Ben Gvir a traité les militants de la flottille n'est pas conforme aux valeurs et aux normes d'Israël ». Le Premier ministre a par ailleurs appelé à expulser « dès que possible » les militants.

« Nous affirmons que les scènes de torture et d'humiliation orchestrées par le ministre sioniste criminel et fasciste (Itamar) Ben Gvir (...) sont l'expression de la dépravation morale et du sadisme qui régissent la mentalité des dirigeants de l'entité ennemie criminelle », a réagi de son côté le Hamas dans un communiqué.

Un traitement « inadmissible »

De son côté, le gouvernement italien a jugé « inadmissible » le traitement réservé aux activistes de la flottille. « Il est inadmissible que ces

manifestants, parmi lesquels figurent de nombreux citoyens italiens, soient soumis à un traitement qui porte atteinte à la dignité humaine », ont déclaré la Première ministre italienne Giorgia Meloni et son ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, dans un communiqué commun.

« Le gouvernement italien prend immédiatement, au plus haut niveau institutionnel, toutes les mesures nécessaires pour obtenir la libération immédiate des citoyens italiens concernés », poursuit le communiqué. Rome « exige en outre des excuses pour le traitement réservé à ces manifestants et pour le mépris total manifesté à l'égard des demandes explicites du gouvernement italien » et annonce la convocation de l'ambassadeur israélien à Rome.

La France a annoncé ce mercredi avoir convoqué l'ambassadeur israélien pour les « agissements inadmissibles » du ministre israélien de la Sécurité nationale. « J'ai demandé que l'ambassadeur d'Israël en France soit convoqué pour exprimer notre indignation et obtenir des explications », a écrit sur X le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

« Mentalité barbare »

« Ce traitement est monstrueux, il est indigne, il est inhumain », a fustigé depuis Berlin le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, selon un

enregistrement audio de ses propos transmis à la presse par ses services. « J'exige des excuses publiques d'Israël », a-t-il poursuivi, faisant part de son « indignation ».

La Turquie, d'où était partie la Flottille pour Gaza, a dénoncé la « mentalité barbare » du gouvernement israélien. Le ministre d'extrême droite israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, « a une fois de plus démontré ouvertement au monde la mentalité violente et barbare du gouvernement Netanyahu », écrit le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Des citoyens belges figurent parmi les personnes détenues. Cette situation est inacceptable », a estimé le ministre belge des Affaires étrangères Maxime Prévot sur le réseau social X. Avant de souligner que la situation humanitaire à Gaza restait « catastrophique » et exigeait « toute l'attention de la communauté internationale ». L'ambassadeur des États-Unis en Israël, Mike Huckabee, a déclaré sur le réseau social X que la flottille à destination de Gaza était un « coup médiatique stupide », mais que « Ben-Gvir avait trahi la dignité de sa nation ».

Une cinquantaine de navires avaient quitté la Turquie la semaine dernière avec pour objectif une nouvelle tentative de briser le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza, ravagée par deux ans de guerre qui a fait plus de 72 000 morts.

RFI